

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 4 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

Contexte et constats

Publié sur 

DIJON CEREALES

Hameau du Munois
21150 DARCEY

Références : 2024-389
Code AIOT : 0005401966

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement DIJON CEREALES-darcey implanté Hameau du Munois 21150 Darcey. L'inspection a été annoncée le 03/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON CEREALES-DARCEY
- Hameau du Munois 21150 Darcey
- Code AIOT : 0005401966
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement de Darcey est constitué principalement par un silo de stockage de céréales et de dépôts d'engrais sous forme liquide ou solide, en vrac ou en big-bags. D'autres activités sont également présentes, telles que des stockages de produits phytosanitaires et le dépôt d'hydrocarbures.

Pour l'activité de stockage d'ammonitrates, l'établissement est placé sous le statut Seveso Seuil Bas.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Matières autorisées	Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Détection d'oxydes d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.5.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Prévention des incendies	Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, premier paragraphe de l'article 42.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4	Sans objet
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
4	Aménagement des stockages	Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.2.2	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.5.1	Sans objet
9	Prévention des incendies	Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, second paragraphe de l'article 42.6.2	Sans objet
10	Aménagement général	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.1	Sans objet
11	Aménagement général	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures correctives pour rétablir la conformité de ses installations au regard de certaines dispositions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 octobre 2010 et de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif aux dépôts d'engrais à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation, notamment, pour les prescriptions relatives à la détection NO₂ et les distances d'isolement des ammonitrates en big-bags, dans son bâtiment de stockage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné : <ul style="list-style-type: none">• immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site ;• sous vingt-quatre heures, le(s) fabricant(s) des engrais stockés sur le site, la liste des clients, leurs coordonnées et les quantités livrées ;• sous quarante-huit heures ouvrables, les coordonnées des transporteurs. L'exploitant tient à jour un état des opérations réalisées au niveau des installations (bâchage, nettoyage notamment) ainsi qu'un enregistrement des incidents survenus. Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.
Constats : L'exploitant a présenté, lors de l'inspection, un certain nombre de documents sous support informatique et des tableaux permettant de vérifier les dispositions de l'article 5.4 relatif à l'état des engrais stockés. <u>Observation 1 :</u> Au vu des éléments communiqués, il conviendrait cependant que l'exploitant dispose d'un document synthétique permettant de visualiser immédiatement à un moment donné les caractéristiques des engrais stockés sur le site, les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Des documents relatifs à l'état des stocks sont existants.

Observation 2 :

L'exhaustivité des grandes familles de produits susceptibles d'être présents sur le site n'est pas complètement assurée, par exemple, la présence de stockage d'hydrocarbures n'est pas mentionnée dans les documents.

Non-conformité 1 :

L'exploitant n'a pu présenter un état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage sous un format tenu à la disposition du préfet et destiné à répondre aux besoins d'information de la population.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société DIJON Céréales doit transmettre au service de l'inspection sous un délai ne dépassant pas un mois des documents améliorés devant permettre de satisfaire pleinement aux exigences des besoins de la gestion d'un événement accidentel et des besoins d'information du public.

Type de suites proposées : avec suite
--

N° 3 : Matières autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.1

Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
--

Prescription contrôlée :

Sont cependant interdits à l'intérieur de ce magasin [locaux E] :

- les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les matières combustibles (bois, sciure, carburant, ...) les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites. Toutefois, l'utilisation d'une bâche sera autorisée après le contrôle des températures ;

[...]

Constats :

L'utilisation de bâches recouvrant les dépôts d'ammonitrates en vrac a été constaté le jour de l'inspection.

Non-conformité 2 :

Le dispositif de contrôle des températures a été testé lors du contrôle de l'inspection et présente des erreurs métrologiques importantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

Les dispositions de l'article 42.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation ne sont pas totalement respectées, l'emploi d'appareils de mesure défectueux ne permet pas l'emploi de bâches. L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures visant le respect des prescriptions réglementaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Aménagement des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement des stockages
--

Prescription contrôlée :

[...]

L'emplacement des cases et leur contenance doivent être repérables de l'extérieur du magasin de stockage : chaque mur de séparation des tas est figuré par un repère clairement identifié et une pancarte mentionnant le produit stocké doivent être visibles sur la paroi extérieure.

[...]

Pour les cloisons mobiles en béton, des dispositifs permettront éventuellement de les tirer.

Constats :

Lors du contrôle, il a été constaté visuellement que l'emplacement des cases et leur contenance étaient repérables à l'extérieur du magasin de stockage par une pancarte judicieusement rédigée et visible sur la paroi extérieure.

Aucune présence de cloison mobile en béton n'a été constaté au moment de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection d'oxydes d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.4

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de sécurité

Prescription contrôlée :

Le magasin de stockage est doté d'une détection automatique de NO₂. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifié tous les trois mois. Leur nombre est fixé pour permettre de détecter la décomposition d'engrais moins d'un quart d'heure après l'apparition des premières fumées. Des postes d'alerte sont installés dans le magasin de stockage et les alarmes sont centralisées pour une intervention immédiate.

Constats :**Non-conformité 3 :**

Le magasin de stockage contenant des ammonitrates en big-bags n'est pas équipé de détecteurs automatiques de NO₂.

Le bâtiment de stockage des engrais en vrac est équipé d'une détection automatique de NO₂, chaque détecteur est placé à proximité immédiate des parois des cases cependant sur la paroi située à l'extrémité droite du bâtiment en direction de la voie ferrée, il a été constaté l'absence de détecteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'absence d'une détection dans le magasin de stockage des engrais en big-bags n'est pas conforme à l'article 42.4 de l'arrêté d'autorisation. L'exploitant doit régulariser sa situation.

La pertinence du système retenu pour les dispositifs de détection ainsi que son dimensionnement doivent être démontrés pour le bâtiment de stockage, conformément aux dispositions de l'article 10.6 de l'Arrêté ministériel du 13 avril 2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Procédures

Prescription contrôlée :

Des procédures écrites régissent l'exploitation du magasin de stockage

Constats :
Lors du contrôle, des procédures écrites régissant l'exploitation du magasin de stockage ont été constatées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Quelques procédures ont été présentées le jour de l'inspection et par courriel du 13 septembre 2024. Ces documents n'amènent pas d'observations particulières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages
Prescription contrôlée : L'engrais ne peut être conservé dans le magasin de stockage qu'en vrac ou dans des emballages admis au transport conforme au règlement du transport de matières dangereuses. Pour le stockage en vrac, l'exploitant s'assure de l'absence d'impuretés à la réception, et le sol est parfaitement nettoyé avant entreposage des engrais. Un trait de marquage bien visible sur les parois des cases délimite la hauteur maximale autorisée dans les engrais, dont le sommet est maintenu à au moins 30 cm du haut des parois séparant les cases et à au moins 1 m de la bande transporteuse ou de la charpente du bâtiment. Les tas d'engrais sont maintenus à plus de 1 m des limites des parois séparatrices en béton. Tous les tas d'engrais doivent pouvoir être atteints facilement par les jets de lance incendie.
Constats : <u>Non-conformité 4 :</u> Lors de la visite, il a été constaté l'absence partielle en partie haute de trait de marquage sur la paroi de la case numérotée 8 contenant les ammonitrates.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'article 42.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n'est pas respecté. L'exploitant doit régulariser sa situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.6.2, premier paragraphe
Thème(s) : Risques accidentels, Température
Prescription contrôlée : A la réception, la température des engrais est contrôlée et consignée dans un cahier tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est interdit d'entreposer des engrais dont la température est supérieure à 50°C. [...]
Constats : La présence d'un registre indiquant la température des engrais a été constaté. <u>Non-conformité 5 :</u> Cependant comme il a été indiqué au point n°3 relatifs aux matières stockées, l'appareil mesurant la température présente une erreur métrologique importante.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La présence d'un registre est constatée. L'erreur métrologique de l'appareil de mesure de la température ne permet pas de garantir l'interdiction d'entreposage d'engrais ayant une température supérieure à 50°C. Les dispositions de l'article 42.6.2 ne sont pas totalement respectées. L'exploitant doit régulariser sa situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prévention des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 42.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, sol des installations
Prescription contrôlée : [...] Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles, liquides ou solides actuellement fondus, ne puisse accéder au stockage. [...]
Constats : Lors du contrôle, le service de l'inspection a constaté la présence de pentes correctement dimensionnées et inclinées sur la partie extérieure du bâtiment de stockage d'engrais en vrac permettant de garantir le respect de la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sans observation
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Aménagement général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, sol des installations
Prescription contrôlée : Le sol des stockages et magasins de stockage ne présente pas de cavités (puisard, fentes, rigoles, par exemple).
Constats : La jour de la visite d'inspection, le sol des stockages et magasins de stockage ne présente pas visuellement de cavités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Aménagement général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, sol des installations
Prescription contrôlée : Les sols des stockages sont en béton ou équivalent et présentent un caractère incombustible (AIFL) sans potentiel de contamination. Tout revêtement notamment d'asphalte ou d'enrobé ou contenant du bitume est interdit au niveau des stockages et magasins de stockage.
Constats : Le jour du contrôle, aucun revêtement d'asphalte ou d'enrobé n'est présent visuellement au niveau des stockages et magasins de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Fractionnement
Prescription contrôlée : Les stockages d'engrais conditionnés sont fractionnés en îlots séparés. Ces îlots n'excèdent pas 1250 tonnes pour les engrais "4702-I", 4702-II ou 4702-III stockés sur palettes, 5 000 tonnes dans les autres cas. [...] En cas de présence d'engrais 4702-II ou 4702-III, pour les installations existantes, ils sont isolés les uns des autres par des passages libres d'au moins 4 mètres de largeur ou un mur (ou une paroi) EI 120. En cas de présence d'engrais 4702-IV, pour les installations existantes, ils sont isolés les uns des autres par des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur ou un mur (ou une paroi).
Constats : <u>Non-conformité 6 :</u> Lors du contrôle, les distances entre les stockages en big-bags d'engrais à base de nitrate d'ammonium et les autres engrais n'étaient pas respectées.

Les passages libres entre les îlots les uns des autres étaient largement inférieurs à 4 mètres de distances.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Les prescriptions de l'article 11.1.1 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 ne sont pas respectées, il appartient à l'exploitant de régulariser sa situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7
Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage
Prescription contrôlée : [...] Les conditions de stockage permettent une protection efficace contre tout risque possible de contamination et de dégradation des caractéristiques physiques. [...]
Constats : <u>Non-conformité 7 :</u> Lors du contrôle, il a été constaté la présence d'ammonitrates dans la case numérotée 8 dans des conditions de stockage susceptibles de conduire à une dégradation notable des caractéristiques physiques des engrais (présence d'une quantité importante d'eau au sol et baignant une grande partie des ammonitrates stockés).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Les prescriptions de l'article 10.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 ne sont pas respectées, il appartient à l'exploitant de régulariser sa situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois